

Réduction de la pauvreté

Vers une société permettant à chacun de vivre dans la dignité ; Appui au renforcement des capacités des pauvres

Dans les pays en développement, la part de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a reculé, passant de 41,7 % en 1990 à 25,7 % en 2005. Ce progrès s'explique en partie par le développement économique de l'Asie. Toujours est-il que 50,9 % de la population d'Afrique subsaharienne continue à souffrir d'une pauvreté extrême. De plus, les crises alimentaire et financière survenues récemment font craindre une augmentation du nombre d'individus risquant de basculer dans la pauvreté.

La JICA contribue à renforcer les capacités des pauvres dans cinq domaines essentiels (capacités économiques, humaines, défensives, politiques et socioculturelles) et à mettre en place des environnements qui leur permettent d'exploiter ces capacités afin de mener une vie normale.

Situation générale

Du point de vue de la « sécurité humaine », on ne peut fermer les yeux sur le problème de la pauvreté, comme le souligne la Charte de l'APD du Japon. À l'échelle mondiale, on recense pas moins de 1,4 milliard d'individus vivant sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour. Qui plus est, les catastrophes naturelles, la destruction de l'environnement et d'autres facteurs compromettent sérieusement le maintien des moyens d'existence traditionnels. Certaines populations sont donc extrêmement vulnérables face à la pauvreté. Des problèmes comme la maladie, le chômage, l'absence d'éducation et la discrimination sociale s'influencent mutuellement. La situation d'un individu happé par ce cercle vicieux s'aggrave, ainsi que les problèmes qui en découlent, et il devient encore plus difficile de s'arracher à la pauvreté. Ce « piège

de la pauvreté » est l'un des enjeux urgents à prendre en compte dans les efforts de réduction de la pauvreté. Si l'on ne fait rien pour lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité, on risque de voir l'écart entre les riches et les pauvres se creuser et la concurrence pour l'obtention des ressources s'intensifier, au détriment de la stabilité sociale.

Actions de la JICA

La JICA appuie le renforcement de cinq capacités essentielles, et la création d'un environnement permettant aux individus d'exploiter celles-ci pour pouvoir mener une vie acceptable : (1) capacité d'accès à des moyens d'existence durables (capacités économiques) ; (2) capacité d'être et de rester en bonne santé, de bénéficier d'une instruction de base et de vivre dans un environnement sain (capacités humaines) ;

Étude
de cas

Soutenir l'autonomisation en élargissant l'accès aux services financiers

Malaisie : Séminaire sur le programme des conseillers en inclusion financière

On parle beaucoup de la microfinance (services financiers destinés aux pauvres) depuis un certain temps. Pour que l'Afrique puisse profiter de l'expérience acquise en Asie, la JICA assure des formations auprès de responsables gouvernementaux et de personnel d'institutions financières privées de pays asiatiques et africains.

Participation de près de 50 personnes à une formation pour les pays tiers

Si, au départ, la participation des entreprises privées était loin d'être une évidence, des expériences réussies de microfinance dans certains pays d'Asie ont suscité un intérêt croissant en Afrique ces dernières années.

Les formations de la JICA visent à partager l'expérience acquise en Asie dans ce domaine avec des représentants du gouvernement et des collaborateurs d'institutions financières privées en Afrique, pour permettre aux pauvres d'avoir accès à des services de crédit, d'épargne, de transfert d'argent et d'assurance.

Une cinquantaine de personnes venues d'Asie et d'Afrique ont participé à une formation pour les pays tiers organisée en Malaisie ; au cours des différents

séminaires, des études de cas sur la microfinance en Asie et en Afrique leur ont été présentées. Il est essentiel qu'à côté des institutions publiques, les établissements financiers privés se lancent dans la microfinance pour offrir aux pauvres un accès stable à des services de crédit et d'épargne faciles à utiliser. Le rôle de l'État est indispensable, car il permet d'encourager la participation d'établissements financiers privés tout en protégeant les pauvres désireux d'accéder à des services financiers. Dans le cadre de cette formation, les participants ont été invités à débattre sur le rôle du gouvernement et des banques centrales dans la microfinance, et à échanger leurs expériences.

Un point de vue local

Vijayaledchumy et Kanagalingam, Banque centrale de Malaisie (co-organisatrice du séminaire)

Nous avons beaucoup appris durant ce séminaire que nous avons co-organisé avec la JICA. Nous avons présenté des expériences asiatiques aux représentants de banques centrales et à des institutions de microfinance de trois pays d'Asie et de cinq pays d'Afrique. Les défis auxquels les pays africains sont confrontés ont également donné lieu à des discussions concrètes.

Un point de vue local

Chisha Mwanakatwe, Banque centrale de Zambie
Certains des cas dont on nous a parlé peuvent être transposés en Zambie, ce qui est une bonne chose pour nous. Il s'agit notamment de programmes à intervention directe pour les institutions financières, et d'indications sur la manière dont les banques centrales et les organismes gouvernementaux compétents peuvent contribuer activement à la microfinance. J'espère pouvoir tirer parti de ces connaissances pour améliorer à l'avenir les politiques, les relations avec les institutions financières et les services aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux agriculteurs.



Le groupe observe une institution de microfinance à l'œuvre.

(3) capacités d'atténuer ou d'affronter les différents facteurs qui menacent la vie humaine (capacités défensives) ; et (4)/(5) capacité de bénéficier du respect – de sa personne, de sa culture et de ses coutumes – et de prendre part à la vie sociale (capacités politiques et socio-culturelles).

Désormais, la JICA s'emploiera à promouvoir l'intégration des efforts de réduction de la pauvreté par des initiatives comme le ciblage

rigoureux des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, ou l'adoption « d'outils efficaces de réduction de la pauvreté ». Dans le cadre d'une nouvelle initiative, l'Agence réalise des études liées à la microfinance et réunit régulièrement des groupes de travail associant des spécialistes internes et externes de cette question..

Étude de cas

Gestion forestière communautaire pour améliorer les conditions de vie
Éthiopie : Projet de gestion participative des forêts dans la réserve forestière régionale de Belete-Gera, phase 2

Dans le cadre de cette initiative soutenue par la JICA, le gouvernement et des associations communautaires locales de gestion des forêts ont signé des accords provisoires portant sur la protection et la gestion de la forêt, et reconnaissant les droits d'usage coutumiers des communautés locales sur les ressources forestières. Ce projet vise à garantir les moyens d'existence des résidents locaux, et à assurer une bonne gestion de la forêt dans une optique d'utilisation durable.

Accords provisoires pour la gestion de la forêt et synergies engendrées par les écoles pratiques d'agriculture

La JICA soutient des efforts dans les zones forestières prioritaires d'Éthiopie en vue de garantir des moyens d'existence stables aux populations locales tout en assurant une gestion durable de ces forêts. Le gouvernement a signé des accords provisoires de gestion de la forêt avec des associations communautaires locales de gestion forestière. En vertu de ces accords, le gouvernement reconnaît les droits d'usage coutumiers des communautés locales sur la cueillette du café poussant à l'état sauvage sous couvert forestier, et le droit de vivre dans les

zones forestières prioritaires. En contrepartie, les communautés locales s'engagent à protéger et à aménager les forêts comme stipulé dans l'accord. À ce jour, 93 associations de gestion forestière ont conclu des accords provisoires avec le gouvernement régional d'Oromia et élaboré des plans de gestion et d'utilisation communautaires des forêts. Des activités en phase avec ces plans sont actuellement mises en œuvre.

De plus, le café récolté dans ces forêts a obtenu la certification de l'ONG internationale Rainforest Alliance, ce qui lui permet d'être vendu avec un supplément de prix de 15 à 25 % sur les marchés internationaux. Des coopératives se sont créées pour acheter et expédier le café, ce qui a permis à la population locale d'améliorer ses revenus.

Chaque association de gestion forestière a mis sur pied une école pratique d'agriculture pour diffuser les techniques agricoles idoines. Dans ces écoles, les participants suivent pendant un an des séances hebdomadaires pour se former aux méthodes utilisant du compost pour faire pousser des légumes et aux soins à apporter aux jeunes arbres fruitiers. Plus de 4 500 agriculteurs ont suivi cette formation avec succès. Ils appliquent aujourd'hui les nouvelles techniques qu'ils ont apprises.

Un point de vue local

Mohammed, chef de projet, Agence gouvernementale d'Oromia pour la supervision des entreprises forestières

Auparavant, les résidents locaux abattaient des arbres et les compagnies forestières avaient tendance à réguler cette exploitation illicite. La situation a changé depuis que les droits d'usage et de gestion ont été transférés aux associations de gestion forestière. Ceci a renforcé la compréhension mutuelle des rôles et activé la coopération en matière de gestion forestière.

Je suis convaincu qu'à l'avenir, la participation active des membres des associations protégera ces précieuses ressources naturelles que sont les forêts.


Un point de vue local

Membre d'une association de gestion des forêts

Jusqu'ici, n'importe qui pouvait couper des arbres pour construire une maison ou faire du feu. Il n'y avait pas de règles. Quand la gestion forestière participative a été mise en place, certains craignaient d'être expulsés de la forêt. Trois années ont passé, et nous avons pu surveiller de près l'exploitation illicite et les nouveaux arrivants tout en protégeant la forêt et en utilisant ses ressources de manière rationnelle. Les techniques apprises dans les écoles pratiques d'agriculture et le supplément de prix que nous percevons pour notre café ont apporté davantage de stabilité dans notre vie.



Le café pousse naturellement dans cette forêt.